RDC : Une coalition d’opposition exige la démission du facilitateur Edem Kodjo

BBC Afrique, 29 aoÃ»t 2016 RDC : les exigences d'Etienne Tshisekedi Le comitÃ© prÃ©paratoire de la concertation entre l'opposition, le pouvoir et la sociÃ©tÃ© civile a dÃ©cidÃ© de lancer le dialogue politique ce jeudi 1er septembre. Ce forum se tiendra Ã Kinshasa, la capitale, pour une durÃ©e de deux semaines, en prÃ©sence de 200 personnes.

Le plan adoptÃ© par le comitÃ© prÃ©paratoire prÃ©voit la signature d'"un accord politique" Ã la fin du dialogue politique. Cet accord final fixera les "modalitÃ©s" d'exercice du pouvoir, au cas oÃ¹ l'Ã©lection prÃ©sidentielle n'a pas lieu en novembre prochain comme le prÃ©voit la Constitution. Certains partis de l'opposition, dont l'UNC, de l'opposant Vital Kamerhe, participeront au dialogue. "Lever les derniers obstacles" au dialogue Mais une coalition de partis rÃ©unis derriÃ¨re Etienne Tshisekedi pose des conditions prÃ©alables Ã sa participation au forum. Elle exige la dÃ©mission du facilitateur Edem Kodjo, jugÃ© proche du pouvoir. Les leaders de cette coalition rÃ©clament aussi la libÃ©ration de toutes les personnes qu'ils considÃ¨rent comme des prisonniers politiques. "Nous travaillons sur les conditions posÃ©es par certains membres de l'opposition. Nous avons dÃ©jÃ obtenu des rÃ©sultats. Nous continuerons Ã travailler lÃ -dessus pour lever les derniers obstacles pouvant nous retarder", a assurÃ© Edem Kodjo, qui est dÃ©signÃ© par l'Union africaine pour conduire le forum. Depuis plusieurs mois, la RDC est secouÃ©e par une crise politique majeure. L'opposition accuse le pouvoir d'avoir volontairement retardÃ© les Ã©lections pour que le prÃ©sident Joseph Kabila demeure au pouvoir aprÃ¨s la fin de son second mandat, en dÃ©cembre. Poly Muzalia, correspondant Ã Kinshasa